

La rencontre brutale, en direct, des présidents Zelenski et Trump, à la Maison Blanche ce vendredi 28 février 2025 a créé stupéfaction et sidération. Elle a achevé de déconstruire l'ordre international tel qu'il était en vigueur au bénéfice d'un possible nouvel ordre mondial. Celui-ci s'appuie désormais sur le rapport de forces qui est devenu la règle pour les années à venir. Les 27+1 (Royaume-Uni) sont désormais contraints d'agir pour affirmer leur identité collective, la défense de leurs intérêts, le rejet de la vassalisation. Encore faut-il que cela ne soit pas des mots mais qu'il y ait des actes.

Reprenons les réunions successives qui ont rassemblé les européens depuis deux semaines. En synthèse ? Des communiqués, des déclarations, de la calinothérapie pour le président Zelenski bien qu'il ait fait preuve d'une rare résilience.

Or, D. Trump a montré sans fioriture et encore moins de diplomatie qu'America first était sa ligne de conduite. Cela est cohérent avec sa campagne électorale qui a conduit à une victoire sans appel. Celle-ci cependant le contraint à tout faire pour obtenir une meilleure majorité lors des élections du Congrès dans deux ans et sans doute obtenir les changements qu'il envisage comme un nouveau mandat présidentiel. Cette révision de la Constitution impose un vote favorable des deux-tiers dans chacune des deux chambres du Congrès et une ratification par trois-quarts des États fédérés.

Dans ses relations avec l'Ukraine, il faut préciser que D. Trump déteste ceux qui lui résistent. En l'occurrence, cette détestation a été clairement affichée désormais depuis la scène du bureau ovale. Dès lors que l'on demande de l'aide aux Etats-Unis, on devient un vassal pour les Etats-Unis et les Etats-Unis exercent leur privilège de suzerain. Dans les armées, on dit souvent que celui qui paie commande. Ni les Ukrainiens ni les européens ne pensaient être les vassaux de Washington mais D. Trump a rappelé qu'il était le suzerain américain.

Rappelons aussi que le président Zelenski ne devait pas être reçu à Washington. Une intervention du président Macron auprès de D. Trump a permis cette invitation. Il est toujours possible d'affirmer aujourd'hui qu'il s'agissait d'un piège mais le visionnage de l'entretien laisse surtout la place à plusieurs interprétations. Restons-en aux faits. Le président ukrainien a été congédié et sa démission est évoquée avec force depuis par les Etats-Unis pour faire aboutir les négociations de paix. Bref, le changement des alliances est un fait : d'un autre côté, la Russie et les Etats-Unis, de l'autre les Etats européens incluant l'Ukraine.

Par ailleurs, D. Trump s'est engagé à une paix rapide en Ukraine. il considère que celle-ci a perdu la guerre même s'il ne faut rien préjuger justement en temps de guerre. Il est clair désormais, mais ceci confirme toutes les déclarations de l'administration Trump, qu'actuellement l'Ukraine n'est plus une priorité pour les Etats-Unis, qu'elle n'est pas en mesure ni de changer le cours de la guerre, ni de reconquérir les territoires perdus malgré des victoires tactiques localisées. Il utilise donc tous les moyens de pression à sa disposition dont la dernière est sans aucun doute une suspension des livraisons d'armes prévues par l'administration Biden.

Enfin, il est clair aussi que l'Union européenne est méprisée, gênante pour les ambitions économiques des Etats-Unis et que pour D. Trump, seule la Russie de Poutine est digne d'intérêt notamment pour faire face à la vraie menace qui est chinoise.

Et l'Europe dans tout cela ?

Après l'effet de sidération faisant suite à la débâcle diplomatique de l'Ukraine, les européens tentent de faire face : soutien au président Zelenski, aides maintenues ou renforcées, évocation d'une force militaire d'interposition franco-britannique, « trêve » d'un mois évoquée ce dimanche par le président Macron... excluant les combats terrestres, sans un accord de l'autre belligérant... et annonce contredite par le Royaume-Uni qui privilégie les rapports avec les Etats-Unis. Bref, rien de concret. Les européens tout comme l'Ukraine ne sont pas à la table des négociations. Encore faut-il créer un rapport de forces qui permet cette présence face aux Etats-Unis.

Or, avoir parié sur une défaite de D. Trump pendant des mois a sans doute pesé dans la balance. L'annonce progressive d'une victoire et surtout le succès électoral de D. Trump le 6 novembre auraient dû mettre l'Union européenne en ordre de bataille. Elle ne l'a pas fait et elle agit désormais en panique et dans l'urgence.

Pourtant, il aurait été aisé de définir une réaction concrète et salubre à Londres ce dimanche 2 mars 2025. Ainsi, une coalition d'Etats européens, donc une alliance politique de circonstance y compris avec le Canada, aurait pu être créée pour soutenir l'Ukraine. Cette coalition aurait pu annoncer par exemple

- Le lancement d'une génération de forces pour projeter une force d'interposition robuste, sur le théâtre ukrainien en cas de cessez-le-feu. Elle apportait ainsi une garantie de sécurité. Le secrétaire d'état à la défense américain l'avait évoquée le 12 février ;
- Face aux actions hostiles de D. Trump, mettre dans la balance que les Etats européens ne fourniraient une force d'interposition en Ukraine que s'ils étaient associés aux négociations ;
- Avec l'aval du président Zelenski, reconstruire l'Ukraine d'après-guerre par l'Europe et non par les Etats-Unis ;
- Les minerais stratégiques présents en Ukraine exploités par des entreprises européennes et non par des sociétés américaines ;
- Enfin, une absence des européens à la table des négociations interdirait toute levée des sanctions économiques à l'encontre de la Russie. 16 trains de sanctions sont en vigueur.

Bien sûr il y aurait des mesures de rétorsions dont les droits de douane, l'énergie, les normes américaines par exemple ITAR dans l'armement, ne sont pas les moindres mais la création d'un rapport de force conduit à des sacrifices qu'il faut savoir accepter au moins pour les deux ans à venir (les échéances électorales aux Etats-Unis), et dans une plus longue durée avec l'objectif d'une « souveraineté collective » de l'Union européenne.

Rappelons aussi quelques faits concernant la défense européenne

- D'abord en septembre 2014, six mois après l'invasion de la Crimée, les Etats-membres de l'OTAN décidaient de monter leur effort de défense à 2% du PIB. En 2022, seuls 9 d'entre eux (et pas la France) avaient atteint cet objectif, 23 membres aujourd'hui sur 32.
- Les normes européennes ont privilégié l'investissement dans des domaines autres que la

défense au point que les banques ont évité ce financement, « peu éthique » selon l'Union européenne ;

- Un fonds européen de la défense pour l'innovation et la recherche de 13 milliards d'euros... sur six ans était évoqué en 2021. En 2023, malgré l'invasion de l'Ukraine, il a été limité à moins de 8 milliards.
- Depuis de nombreuses années, la France a demandé sans succès de ne pas inclure les budgets dédiés à la défense dans le calcul du déficit budgétaire limité à 3% du produit intérieur brut.

Il fallait des décisions concrètes, à temps, et aujourd'hui mme Von Der Leyen, présidente de la commission européenne, annonce un plan de défense élargissant ses compétences de fait. En particulier, un assouplissement des règles budgétaires est envisagé pour favoriser des investissements dans la défense. « *Cela permettra aux Etats membres d'augmenter de manière significative leurs dépenses de défense sans déclencher la procédure de déficit excessif* », a-t-elle déclaré depuis Bruxelles... Annonce bien tardive et opportuniste ! et puis l'Ukraine sait qu'elle ne peut se passer de l'aide militaire américaine dans l'immédiat. Cela augure quelques surprises.

Mes interventions de ces derniers jours

- [Le Club Info du lundi 3 mars 2025 | TF1 INFO](#)
- France 24 ce jeudi 27 février, [Les États-Unis vont-ils continuer à aider l'Ukraine ? - France 24](#)
- [Mon entretien sur Atlantico ce 3 mars 2025](#)